

80% des Français ne sont pas macronistes, et alors ? Quel avenir pour Macron ?

écrit par Ivan Blot | 9 juillet 2017

Ivan Blot nous a fait l'honneur de nous confier cette remarquable analyse écrite pour un laboratoire d'idée russe. A lire et relire.

Christine Tasin

MACRON ET L'OPINION

ANALYSE

Par Ivan Blot, Ancien député, Expert au Club de Valdaï [\[1\]](#)

9/7/2017

- 1/ Macron Jupiter ? Ses atouts
- 2/ Faiblesse sociologique du macronisme
- 3/ Le durcissement conservateur de l'opinion publique
- 4/ La crainte des immigrés et de l'islam
- 5/ Une nouvelle lutte des classes en France ?
- 6/ Forces et faiblesses des oppositions
- 7/ Conclusion : la fragilité de Macron

1/ Macron Jupiter ? Ses atouts

On peut analyser, à la façon d'Aristote, le phénomène Macron en étudiant sa cause finale, la philosophie qui l'inspire, sa cause formelle qui sont les réseaux oligarchiques qui structurent le pouvoir depuis longtemps, sa cause efficiente, c'est l'homme Macron et son narcissisme du mérite, et sa cause matérielle qui est liée à sa formation d'inspecteur des finances et de banquier.

a/ Cause finale : l'esprit maçonnique

Sur sa photo officielle, Macron présente trois livres sur son bureau : les Mémoires de Guerre de Charles de Gaulle, les œuvres de Stendhal (franc-maçon bonapartiste) et les *nourritures terrestres* d'André Gide, bourgeois non conformiste, sensuel et homosexuel.

Il se réclame du 18^{ème} siècle : « l'Europe et le monde attendent que nous défendions l'esprit des Lumières » déclare-t-il dans son deuxième discours présidentiel devant la pyramide du Louvre (symbole maçonnique). L'esprit des Lumières semble être ce qui donne du sens à sa vie, comme pour Ivan Karamazov, le personnage de Dostoïevski.

b/ Cause formelle : les réseaux de l'oligarchie

Faute d'être un homme du peuple, ce riche bourgeois est un homme de réseaux : réseau des anciens de l'Ecole Nationale d'Administration, réseau de l'inspection général des finances, réseau des milieux bancaires. Ce financier trouve des appuis dans les réseaux médiatiques, très soumis à la finance et dans les réseaux maçonniques. Son ministre de l'intérieur Gérard Collomb est un maçon de haut grade, comme l'homme chargé des investitures du parti « En marche » aux élections législatives, Jean-Paul Delevoye. La puissance de ces réseaux oligarchiques

compense, en termes de pouvoir, son manque total d'enracinement populaire.

Les institutions oligarchiques de la France le favorisent. Aux élections législatives qui suivent sa victoire aux présidentielles, son parti obtient 32,32% des voix au premier tour et 49% au deuxième tour avec 350 députés élus sur 577 soit plus que la majorité absolue. Ce très beau résultat en sièges est dû à la loi électorale qui favorise les partis modérés. Ainsi, le Front National avec 13% des voix au premier tour n'obtient pas 13% des sièges soit 75 députés mais 8 seulement. Macron a donc une solide majorité à l'assemblée nationale mais ses représentants n'ont été élus que par 16% des électeurs inscrits au premier tour. Il est fort au parlement mais faible au niveau du peuple. C'est cette force des réseaux oligarchiques qui donne l'impression d'un Macron tout puissant, qui pourrait mériter le surnom de Jupiter.

Les réseaux médiatiques montrent leur préférence pour l'oligarchie et leur indifférence au reste du peuple. Une anecdote reflète cette réalité : pendant la campagne électorale, l'oligarque Nathalie Kosciusko Morizet a une altercation avec un citoyen lambda (maire d'un gros village de province) et les médias s'indignent massivement contre cette « agression », espérant sans doute lui faire gagner des voix aux élections législatives où elle était désavouée par le peuple.. La justice convoque le suspect. A la même période, le maire de Montfermeil est renversé délibérément par un jeune voyou en scooter : pas un mot dans les médias. Ce maire Pierre Bernard est catholique conservateur et n'appartient pas à la nouvelle aristocratie mondialiste et maçonnique ! Deux poids deux mesures dans les médias et aussi au niveau judiciaire !

c/ La cause efficiente, l'homme lui-même.

Macron est essentiellement narcissique, comme l'étaient Gide et Stendhal. Dans son livre « Révolutions », il écrit 250 fois les mots « je, moi » dans les 50 premières pages et une seule fois le mot « France ». Dans le chapitre consacré à sa femme, il parle quatre fois plus de lui que d'elle. Dans la pièce de Shakespeare, « le Marchand de Venise », il est comme le niais qui choisit le coffret en argent où est écrit : « qui me choisit aura ce qu'il mérite ». Shakespeare oppose à cette formule celle, sacrificielle, du coffret de plomb : « qui me choisit est prêt à risquer et à donner tout ce qu'il a ». Ses hurlements dans certains discours ou lorsqu'on le contredit sont dus à ce centrage sur soi.

Néanmoins, il a une forte maîtrise de soi, et il a fait de brillantes études à l'ENA mais il a échoué deux fois à entrer à l'Ecole Normale Supérieure malgré son goût pour les belles lettres. C'est un ambitieux et c'est une grande force en politique. Il a des atouts importants.

Il est relativiste et pragmatique. Il prend parti tour à tour pour et contre la dépénalisation du cannabis, en 2014 il se dit socialiste mais il dit l'inverse au Puy du Fou en 2015. Il oscille sur les 35 heures de temps de travail ou sur le mariage homosexuel. Il est nomade et déclare en février 2017 à Lyon : « il n'y a pas de culture française. Il y a une culture en France. Elle est diverse, » répétant le credo des élites mondialistes. Il est cynique et semble mépriser le « petit peuple » : en juillet 2017, il déclare « une gare, c'est un lieu où l'on croise des gens qui réussissent et des gens qui ne sont rien ». C'est le reflet du monde moderne décrit par le philosophe Heidegger où les hommes sont avant tout considérés comme des matières premières pour l'économie (on ne parle plus du personnel mais de « la ressource humaine »).

La cause matérielle, qui fait à la fois la force et la

faiblesse de Macron, est l'économie et la finance. Il a été inspecteur des finances, ministre de l'économie, banquier chez Rothschild. Il essaiera sans doute de modifier le code du travail comme le social-démocrate allemand Schroeder autrefois. On peut appliquer à Macron la phrase de de Gaulle sur Giscard : son problème, c'est le peuple. Giscard n'a fait qu'un mandat de président puis a été chassé par le peuple au profit de Mitterrand. L'histoire se répétera-t-elle ?

2/ la faiblesse sociologique du macronisme

On a remarqué que, en raison notamment de l'abstention, qui touche un Français sur deux et bien plus dans la jeunesse, Macron n'a obtenu le soutien explicite que de 18% des inscrits sur les listes électorales et 24% des suffrages exprimés aux élections présidentielles. 80% des Français ne sont pas macronistes, d'autant plus que son positionnement personnel sur le plan des idées est contradictoire avec l'évolution récente de l'opinion publique.

Selon le sociologue et géographe Christophe Guilluy, la France est en train de scinder en deux parts. La première partie qui coïncide avec ce que représente Macron, est composée de catégories sociales supérieures qui bénéficient de la mondialisation (cadres supérieurs de sociétés) ou qui sont protégées de celle-ci (haute fonction publique, enseignants d'Etat). Cela fait tout de même près de 40% des Français.

Mais la deuxième partie de la population représente ceux qui perdent au change et qui se raccrochent à leurs valeurs traditionnelles pour bénéficier du capital culturel collectif qui les protège contre les menaces étrangères. On se souvient de Jean Jaurès qui disait : « les pauvres n'ont que la patrie ». Ce sont les catégories en croissance, notamment

beaucoup de jeunes, qui souffrent de l'immigration de masse et de la délinquance montante (de 1,5 million de crimes et délits en 1968 à 4,5 millions aujourd'hui), issue pour une grande partie de l'immigration. A cela s'ajoute le malaise créé par le chômage (10% de la population mais 25% chez les jeunes de moins de 25 ans), et les faillites d'agriculteurs, de petites entreprises commerciales et artisanales. Guilluy considère que cette France « périphérique » représente 60% de la population. Elle augmente avec le déclin des classes moyennes provinciales. Il appelle cette France « périphérique » par opposition aux les grands centres urbains comme Paris où les gens souffrent moins et votent centre gauche, donc Macron.

Cette France n'est guère représentée dans les milieux du pouvoir. Les medias officiels se sont félicités du pourcentage élevé de femmes dans la nouvelle assemblée. Mais ils sont restés discrets sur l'absence d'ouvriers (deux personnes sur 350 députés macronistes !), l'absence d'une façon plus générale des catégories souffrantes de la population. Celles-ci, peu représentées dans les instances politiques sont muselées par les médias qui ne parlent que des classes dirigeantes ou bien des immigrés ! **Le pauvre n'intéresse pas les médias s'il est Français de souche !** Le sentiment d'injustice ne fait que croître.

3/ Le durcissement conservateur de l'opinion publique

Les changements de l'opinion publique sont liés à cette formule célèbre depuis Eschyle, l'auteur tragique du Vème siècle avant notre ère : « paqos maein », (en caractères latins pathos mathein) qui signifie en grec : on apprend par la souffrance. Ainsi, le nombre de personnes favorables à la peine de mort augmente et atteint 52% (+7% entre 2014 et 2015). Le chiffre est de 37% chez les cadres mais de 67% chez les ouvriers et de 53% chez les retraités. Ce sont les plus

faibles qui se rebiffent ! Doit-on les insulter comme le font les oligarques sur les medias ?

69% de citoyens pensent qu'on évolue vers trop d'assistanat et rejettent une démagogie de gauche.

La nostalgie envers la France d'autrefois frappe 70% de la population mais ce chiffre est plus fort chez les plus jeunes avec 78% (contre 65% chez les plus de 65 ans). Cela montre bien que la montée du conservatisme est plus forte chez les jeunes. 70% disent s'inspirer de plus en plus des valeurs du passé. 43% seulement (contre 57%) pensent que l'avenir offrira plus d'opportunités ! 21% seulement pensent que la France n'est pas en déclin. Ce chiffre est de 24% chez les cadres mais de 14% chez les ouvriers !

4/ La crainte croissante de l'immigration et de l'islam

68% des Français pensent que la moitié des immigrés ou « une grande majorité » (34%) n'est pas bien intégrée. Pour 61% des Français, les immigrés ne font pas d'efforts pour s'intégrer. Pour 65% il y a trop d'étrangers en France (ces 2 résultats ne sont pas publiés dans la brochure de la fondation Jean Jaurès mais ont été publiés dans le Figaro, moins porté semble-t-il sur la censure du politiquement incorrect). 61% des Français ont le sentiment de ne plus être autant chez soi qu'autrefois. Ce sentiment ne touche que 47% des cadres mais 72% des ouvriers !

40% des gens pensent que l'islam est compatible avec les valeurs de la France (contre 92% pour le catholicisme). 74% pensent que l'islam cherche à imposer sa loi dans le pays. Le chiffre de ceux qui pensent que l'islam porte des germes de violence et d'intolérance est passé de 33% en 2015 à 46% en 2017 ; Le pourcentage de jeunes méfiants envers l'islam est

plus fort (52%) que le pourcentage de gens plus âgés (43%). 81% pensent que l'intégrisme islamique est une grave menace. Ce chiffre a cru d'un tiers chez les jeunes de moins de 35 ans en un an !

5/Une nouvelle lutte des classes en France ?

Les questions d'immigration et d'islam montent un clivage important entre la France mondialiste plus riche et la France qui souffre. Un tiers des ouvriers et un tiers des jeunes de moins de 35 ans considèrent que la démocratie telle qu'elle fonctionne à présent n'est pas nécessairement le meilleur système.

On assiste à une coupure de la France en deux. Les satisfaits ne s'inquiètent pas de l'immigration, de l'insécurité et du chômage. Mais ils pratiquent des comportements d'évitement grâce à leurs revenus. La hausse des prix du foncier a éliminé les plus faibles financièrement des centres villes. Les catégories supérieures s'arrangent pour mettre leurs enfants dans les écoles où il y a très peu d'immigrés : moyennant quoi ils donnent des leçons d'ouverture et d'antiracisme à ceux qui n'ont pas les moyens de faire pareil. Les privilégiés méprisent le reste de la population considéré comme xénophobe et peu ouvert moralement. Le « petit peuple » écoeuré de ne jamais avoir la parole sur les médias et d'être stigmatisé injustement s'abstient aux élections ou vote pour les partis populistes. Beaucoup d'ouvriers ont quitté les partis et syndicats de gauche et se tournent vers les partis patriotes.

6/ La crise de confiance à l'égard des institutions et de la classe politique

a/ L'effondrement de la confiance des citoyens

Les médias, les députés et les partis politiques font l'objet d'une défiance générale : 73% des Français n'ont pas confiance dans les médias, pensent qu'ils font de la propagande, mentent et censurent la réalité. 74% n'ont pas confiance dans les députés. 89% n'ont pas confiance dans les partis politiques et jugent que les chefs de ces partis sont incompétents et sans moralité.

La défiance à l'égard des syndicats et de l'Union européenne touche les deux tiers des citoyens selon les enquêtes IPSOS auxquelles nous nous référons. La méfiance envers les banques, la justice et les grandes entreprises concerne un citoyen sur deux.

Par contre, les Français font confiance à l'armée (84%), la police (77%) et les petites et moyennes entreprises. Parmi les élus, seuls les maires ont une bonne côte de confiance (66%)

L'envers de cette méfiance est que les Français demandent plus d'autorité (88%) et 85% disent qu'on a besoin d'un vrai chef pour remettre de l'ordre.

65% des Français pensent que les politiques sont majoritairement corrompus, 84% pensent que les hommes politiques agissent pour leurs intérêts personnels et pas dans l'intérêt des Français. On comprend alors le taux d'abstention énorme (51%) aux dernières élections législatives.

78% trouvent que leurs idées ne sont pas représentées et que la démocratie représentative fonctionne mal.

70% voudraient être consultés lors de référendums (démocratie

directe).

b/ La confiance dans l'opposition est faible.

Les Républicains sont considérés comme ayant les mêmes défauts que les socialistes ou le parti de Macron.

Le Front National est considéré comme différent mais toutefois sans solutions réalistes (66%), éloigné des préoccupations des gens (68%) et incapable de gouverner le pays (69%).

60% trouvent même ce parti dangereux. C'est peut-être à rapprocher de l'opinion des Français sur l'euro : 75% souhaitent rester dans l'euro (+8 points en un an). Même les ouvriers sont favorables à l'euro (63%).

7/ Conclusion : la fragilité de Macron

Le nouveau président français a quelques atouts mais il reste minoritaire dans l'opinion publique. Ayant conscience de cette faiblesse, il s'attache à se donner une dimension internationale pour renforcer son prestige. Il sait que les Français souhaitent aujourd'hui un vrai chef. Ses entretiens avec le président de la Russie ou le président américain ont pour but de renforcer le prestige intérieur du président Macron. Il a besoin d'être considéré par eux comme quelqu'un d'important.

Les réformes sociétales souhaitées par la classe dirigeante et une majorité de la maçonnerie ne sont pas un atout pour le président sauf sur certains sujets concernant les mœurs.

La confiance sera liée aux résultats économiques. Macron veut désétatiser l'économie française, réduire les dépenses

publiques mais il affrontera la gauche sur ce terrain difficile. **A l'inverse, s'il apparaît trop faible sur les sujets comme l'insécurité, le terrorisme ou l'immigration de masse, il perdra du terrain au profit des partis qui investiront le champ patriotique.**

Comme sa force est dans les réseaux oligarchiques et non dans le peuple, il ne cherchera pas à mettre en place une vraie démocratie directe. Tout au plus aurait-il recours au référendum sur des sujets d'exception.

Le vrai problème pour son succès dans la durée est sa capacité à surmonter la lutte des classes croissante dans le pays et à satisfaire les classes qui souffrent le plus de l'immigration de masse, de l'insécurité et du chômage. Cela supposerait de sa part un très grand virage pour se libérer des pesanteurs sociologiques qui font de lui le représentant des élites privilégiées et l'homme volontiers méprisant à l'égard du « petit peuple », petit peuple qui est voué, surtout quand on voit le vote des jeunes, à devenir de plus en plus majoritaire.

[\[1\]](#) Le Club international de discussion de Valdai a été créé en Russie en 2004 et regroupe des experts pour examiner la situation internationale et la place de la Russie. Le président Poutine vient chaque année à la principale session.

Les données démoscopiques utilisées dans cette note sont issues essentiellement de « Fractures françaises » de Gérard Courtois, Gilles Finchelstein, Pascal Perrineau et Brice Teinturier, à partir des travaux de l'institut Ipsos/Stéria d'avril 2015 ; Editions Jean Jaurès